



**CONGRES 2010 « ÉGALITÉ... EN AVANT TOUTES »**

**MOTION POLITIQUE**



29 mai 2010

Nous, membres de Vie Féminine, mandatées par les différentes entités et structures de notre mouvement, réunies en Congrès ce 29 mai 2010, venons de voter diverses résolutions définissant les conditions nécessaires pour une société égalitaire, solidaire et juste. Ces conditions sont les suivantes :

- Travail de qualité s'équilibrant avec la vie personnelle,
- Autonomie financière tout au long de la vie,
- Consommation durable, équitable et accessible,
- Responsabilité collective des soins aux autres,
- Valorisation des professions liées à ces soins,
- Temps pour soi,
- Libération du poids des stéréotypes sexistes,
- Maternité librement choisie et non discriminante,
- Lutte contre les violences et les injustices patriarcales,
- Prise en compte des besoins et des intérêts des femmes par les politiques et les institutions,
- Participation des femmes aux changements et aux luttes féministes,
- Construction de solidarités entre femmes.

Concernant de nombreux domaines concrets de la vie des femmes et de toute la société, ces conditions sont des **éléments incontournables pour transformer notre modèle de société en un projet réellement égalitaire, solidaire et juste.**

Mais ces conditions, pour nous, s'inscrivent aussi dans un contexte plus large : elles vont jusqu'à **remettre en question les systèmes de domination que sont le patriarcat, le capitalisme et le racisme.** Dans ces systèmes, les institutions ainsi que les comportements individuels et collectifs reproduisent et légitiment les inégalités entre hommes et femmes, entre riches et pauvres ou basées sur une origine ou une appartenance culturelle (réelle ou supposée). Ces trois systèmes construisent et maintiennent une hiérarchie entre les personnes et avantagent les unes au détriment des autres.

En outre, **le patriarcat, le capitalisme et le racisme se conjuguent et se renforcent mutuellement, avec des conséquences néfastes pour les femmes.** Par exemple, les femmes chômeuses sont forcées d'accepter n'importe quel

emploi souvent considéré comme « typiquement féminin ». Mais en plus, celles qui sont mères doivent se débrouiller seules pour trouver une solution de garde, comme preuve de leur « volonté » de travailler.

Les femmes considérées comme « étrangères » peinent elles aussi à trouver une place dans cette société. Souvent invisibilisées ou disqualifiées — sans papiers, sans emploi, sans qualification, sans autonomie, etc. —, elles sont en outre stigmatisées et sommées de s'émanciper « à l'occidentale ».

Dans un autre domaine, les discours autour de la consommation durable culpabilisent les femmes qui n'ont pas les moyens financiers d'accéder aux « bons » produits. Quant aux choix alternatifs à la société de consommation, ils ont parfois tendance à légitimer la répartition sexiste des rôles et des tâches...

Quand les femmes rompent le silence sur toutes ces injustices et qu'elles s'affirment dans l'espace public, elles sont souvent la cible de reproches. Dans un système patriarcal, leur parole n'est pas légitime. Vie Féminine est donc plus que jamais déterminée à **lutter contre toutes les injustices et inégalités produites par ces systèmes**, à mettre en évidence et à dénoncer leurs effets pervers sur la vie des femmes. C'est pourquoi Vie Féminine s'engage à **intégrer dès aujourd'hui une lecture de la société qui tienne compte de ces trois systèmes de domination et qui s'ancre dans la vie quotidienne des femmes**.

Vie Féminine veut également réaffirmer que l'outil à privilégier pour aboutir à un réel changement de la vie de femmes et de toute la société reste, plus que jamais, la démarche d'**éducation permanente féministe**. Ce travail d'éducation permanente permet une analyse critique, formule des alternatives aux systèmes capitaliste, raciste et patriarcal et revendique, tout simplement, un monde égalitaire, solidaire et juste pour toutes et tous.

Dans le contexte actuel de cassure entre le politique et les citoyen-ne-s, **cette démarche de contre-pouvoir** est d'une importance capitale, tant pour les personnes que pour toute la société.

C'est la raison pour laquelle Vie Féminine insiste sur l'importance du soutien aux organisations d'éducation permanente. Ce soutien doit se traduire par une **reconnaissance pleine et entière de leur travail ainsi que par des financements corrects et structurels**.

Dans ce sens, Vie Féminine demande la révision du décret d'éducation permanente du 17 juillet 2003, qui ne reconnaît pas notre large ancrage local de proximité. Cette révision reste pour nous une priorité et nous nous engageons donc à poursuivre nos interpellations pour une meilleure prise en compte de tout le travail réalisé par les femmes de notre réseau.